

Cela revient à dire ceci: nous devons faire ce que nous dicte l'Égypte, ou bien elle nous menace d'une guerre mondiale.

Pour ma part, je redoute une guerre mondiale. Je ne la veux pas, mais il me semble que le dictateur d'Égypte a encore plus raison que nous de redouter une guerre mondiale. Qu'il se rappelle le sort de certains autres dictateurs au cours de guerres mondiales. Je tenterai volontiers tous les efforts pour éviter un conflit armé, mais je ne suis guère disposé à accepter d'ordres d'un petit dictateur mal léché, ni à laisser fixer notre ligne de conduite par le Caire, sous la menace voilée d'une guerre mondiale ou d'une attaque par la Russie, menace qui nous est transmise par quelque porte-parole de la Russie. D'autre part, j'ai bien aimé la déclaration récemment formulée à la Chambre des communes britannique par le très honorable R. A. Butler qui, en réponse à une interpellation, a répliqué que l'Angleterre ne se prêtera au chantage de personne. J'espère bien et je crois qu'il ne parlait pas à la légère.

A propos du chantage où entre en jeu la crainte de la Russie, je me rappelle que j'étais à Berlin en 1948; je m'y étais rendu par le pont aérien. Mes collègues se souviennent qu'à ce moment-là les autorités soviétiques avaient décidé de buter les alliés hors de Berlin, pour transformer l'ancienne capitale allemande en une ville russe. A cette fin ils avaient fermé les routes et les voies ferroviaires qui reliaient Berlin aux États de l'Ouest. Les alliés ont répliqué, avec une diplomatie consommée à mon sens, en organisant le pont aérien et l'on chargea le général Clay, alors chef de l'état-major des puissances alliées en Allemagne, d'avertir les Russes que s'ils nuisaient au pont aérien, nous nous percerions un chemin à coup de canon. Nous n'avons pas eu à recourir à ce moyen parce que les Russes ne sont pas intervenus. Ils ont battu en retraite et le pont aérien demeure une des initiatives dont le monde occidental a raison d'être fier.

A cette époque j'ai eu une entrevue avec le général Clay et je me rappelle une des impressions qu'il m'a communiquées. C'était une pensée remplie de sagesse que son expérience récente lui avait inspirée. "Les hommes du Kremlin, m'a-t-il dit, sont des maîtres esbroufeurs, mais ils n'aiment pas à courir de risques." Cette pensée m'est souvent revenue à l'esprit quand les circonstances s'y prêtaient. Les gens du Kremlin savent jeter la poudre aux yeux, mais n'aiment pas à courir de risques. Il me semble que si la Russie prépare une guerre mondiale contre les puissances de l'Ouest, elle la déclenchera au moment qu'elle choisira et que nous ne pourrions pas y parer. Nous ne le pourrions

certes pas en réduisant nos effectifs ni en affaiblissant nos positions d'ici là à cause de craintes de notre part ou à cause de menaces de sa part.

Je tiens maintenant de tels propos pour souligner la totale inutilité des manœuvres d'apaisement.

Mes commentaires me portent à poser la question suivante: quel est l'objectif russe? est-ce une guerre universelle dans laquelle toute la terre sera entraînée? Ce n'est pas mon avis. Quand les Russes professent leur amour pour la paix, la démocratie et le reste, c'est pour moi une fumisterie qui ne m'impressionne aucunement. Mais je crois qu'ils désirent sincèrement sauver leur peau et j'estime que les hommes du Kremlin n'ont pas oublié le sort qu'on a fait à Hitler. Comme le disait alors le général Clay, ils n'aiment pas les risques. S'il est vrai, comme on l'a signalé, que le président Eisenhower a averti les Russes que s'ils envoyaient des "volontaires" au Moyen-Orient, les États-Unis s'y opposeraient, les Russes n'enverront pas de "volontaires" au Moyen-Orient.

Comme je ne connais pas assez les faits et que je ne puis prévoir l'avenir, je ne saurais donc dire si la Grande-Bretagne et la France devraient rester à demeure maîtresses du canal de Suez. Dans le cas de l'affirmative, j'espère qu'elles auront le courage de leurs convictions. Cependant, j'ajouterai que, si l'on étudie bien la situation, la Grande-Bretagne et la France ne devraient pas retirer leurs troupes du Moyen-Orient tant qu'on ne sera pas arrivé à un plan satisfaisant selon lequel le fonctionnement et le contrôle de cette voie essentielle à la navigation mondiale relèveraient d'une autorité internationale. Elles ne devraient pas retirer leurs troupes du Moyen-Orient où la situation est actuellement embrouillée, tant que la sécurité d'Israël ne sera pas assurée et tant que la force militaire des Nations Unies n'y sera pas suffisante pour veiller au maintien de cette garantie.

Mes collègues me pardonneront, je l'espère, de commenter les nombreuses accusations d'agression portées contre Israël durant la récente campagne de Sinaï. Mes collègues se souviennent que j'ai passé près d'un mois en Israël il y a tout juste un an. J'y ai étudié le peuple et ses problèmes. Les Arabes ont effectué plusieurs coups de main pendant mon séjour là-bas, et j'ai l'avantage d'avoir eu quelques contacts avec les victimes de ces raids. Très peu de Canadiens, à mon avis, savent ce que cela signifie que de se mettre au lit tous les soirs avec la crainte d'être assassiné avant le lever du soleil.

Le 29 novembre 1947, la Grande-Bretagne s'est départie de la responsabilité de son mandat en Palestine, le nouvel État d'Israël